

## ***SAUVER LE DARFOUR, SLD***

10 rue Saint Claude 75003 Paris

06 16 01 73 40

[www.sauverledarfour.org](http://www.sauverledarfour.org)



Cher(e)s ami(e)s,

Commençons par les traditionnels meilleurs vœux pour l'année 2007 à vous et vos proches et bien sur espérons une résolution rapide du conflit du Darfour.

L'actualité récente montre que la sortie de crise semble enfin possible. Plus grande implication de la France, fermeté des Etats-Unis et de l'Angleterre vis à vis du régime de Khartoum, détermination du nouveau Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à résoudre le conflit du Darfour autant de raisons d'espérer.

**Et même le dangereux, idéologue, Tourabi reconnaît le génocide et se dit prêt à accepter le déploiement d'une force internationale.**

La récente déstabilisation régionale a rallumé les caméras vers la Corne de l'Afrique et l'intervention éthiopienne en Somalie montre que **toute intervention n'est pas illégitime ou inefficace.**

L'association *Sauver Le Darfour, SLD* estime comme Kofi Annan que l'ONU est immobilisée par les veto de la Chine et de la Russie (6 résolutions ont été votées et rien n'a changé pour les *Darfouriens*), et que l'Union africaine, demeure cantonnée au rôle de simple observateur. Ils n'ont donc pas été en mesure d'empêcher le nettoyage ethnique au Darfour.



L'idée du déploiement d'une force "hybride" ONU-UA demeure à l'évidence insuffisante au regard de l'ampleur de

**BULLETIN N°4**  
**Janvier-Février 2007**

### **Pour le déploiement d'une force multinationale au Darfour !**

la crise, c'est pourquoi *Sauver Le Darfour* persiste à proposer le déploiement de Casques bleus au Darfour. Et en cas de persistance de la paralysie onusienne et du refus catégorique de Khartoum : un Etat ou une coalition d'Etats doit au nom de la «*responsabilité de protéger*» prendre l'initiative de protéger les populations civiles du Darfour.

Aujourd'hui, plusieurs pistes d'actions peuvent être envisagées : comme par exemple faire respecter la résolution



onusienne prévoyant l'interdiction de survol du Darfour ou geler les comptes financiers des responsables des massacres !

Les associations, comme la nôtre, doivent continuer à : informer, sensibiliser, et proposer des sorties de crises réalisables ; tout en refusant de se laisser enfermer par les pseudos principes intouchables tels que la souveraineté nationale ou le politiquement correct français qui évitent de désigner les bourreaux. A l'époque de la Bosnie, déjà, la France refusait de désigner les victimes et les auteurs des crimes.

Comme, *Sauver Le Darfour* l'a proposé à Madame Loretta Sanchez, Député de Californie : **la question n'est plus faut-il intervenir ? Mais, qui va intervenir ?**

Notre mouvement s'inscrit dans le courant de pensée interventionniste qui estime que la souveraineté doit s'effacer devant le droit d'ingérence. Elle ne peut pas protéger de tout. Bien entendu qu'il faudrait reformer l'ONU, qu'il faudrait soutenir l'UA, qu'il faudrait plus de multilatéralisme, mais d'ici là : ceux qui ont le pouvoir : l'Egypte, le Canada, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'UE, et les Etats Unis... et qui peuvent intervenir doivent le faire pour éviter un Rwanda bis.

*Bien chaleureusement,*

**Mahor Chiche,**  
**Président de *Sauver Le Darfour, SLD***

## Le leurre : confiner le génocide au Darfour ?

Les Nations Unies ont annoncé le 27 octobre 2006 qu'elles vont intervenir pour stopper le génocide que de nombreuses ONGS dont *Sauver Le Darfour* dénoncent ; mais cette intervention va se limiter aux territoires tchadiens et centrafricains frontaliers du Darfour pour y freiner les violences et y protéger les réfugiés ou les déplacés victimes du conflit.

En effet, depuis le début du conflit de 2003, le Soudan et le Tchad s'accusent mutuellement de protéger et de soutenir des rebelles hostiles à leurs régimes respectifs. La défiance entre ces deux pays est telle que leurs relations diplomatiques ont été rompues en avril 2006 après qu'un raid de rebelles partis du Darfour ait été arrêté par l'armée Tchadienne aux portes de la capitale, N'djamena.

Le 8 août 2006, le Tchad et le Soudan ont renoué un semblant de relations diplomatiques. Cependant, début octobre, elles ont à nouveau cessé celles-ci à la suite de l'attaque au Nord Darfour de l'armée soudanaise par des rebelles détenant des bases arrière en territoire tchadien. Ces rebelles du Front National de Rédemption appartiennent à l'ethnie *Zaghawa*, tout comme le président tchadien, Idris Déby Itno ainsi que de nombreux militaires de ce pays.

Dès le 22 octobre 2006, des troupes de l'Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD) se sont livrées à des combats contre l'armée tchadienne avant de se replier vers les bases arrière d'où ils étaient partis : les territoires soudanais et centrafricains. Une trentaine de rebelles, neuf soldats tchadiens et 2 civils selon le gouvernement tchadien; et 73 soldats et 2 rebelles ont péri lors de ces affrontements sanglants<sup>1</sup>.

Le 28 octobre 2006, le gouvernement tchadien a accusé l'armée soudanaise d'avoir bombardé 4 bourgades frontalières en territoire tchadien : Bahai, Tiné, Karyari

et Bamina. Ces agglomérations tchadiennes sont dans la zone où se trouve la base logistique des rebelles du Nord Darfour.

On ne saurait préjuger du degré de soutien des rebelles par les gouvernements tchadiens et soudanais. Cependant, les attitudes du Tchad et du Soudan envers la communauté internationale sont diamétralement opposées. Le Soudan propose une force mixte soudano-tchadienne pour protéger ces frontières. Quant au Tchad, il a souhaité de la part de l'ONU qu'elle «*condamne ces bombardements dirigés contre de paisibles citoyens tchadiens et qu'elle œuvre pour faire cesser les agressions répétées contre le Tchad*».

Une mission va être envoyée au Tchad et en République Centrafricaine pour réfléchir au mandat des Nations Unies. Deux mandats ont été envisagés par le sous Secrétaire général chargé des opérations des Nations Unies Jean Marie Guéhenno: un de liaison et de surveillance de plusieurs centaines d'hommes et un de maintien de la paix de plusieurs milliers d'hommes.

Jean Marie Guéhenno a déclaré : «*nous examinons comment une opération de paix pourrait empêcher la tragédie du Darfour de s'étendre en une tragédie encore plus grande au Tchad et en Centrafrique*».

L'ONU se montre ainsi soucieuse d'éviter une guerre interétatique emportant une déstabilisation totale de la région mais semble résignée face au génocide au Darfour. Depuis peu, le gouvernement tchadien a obtenu le départ des rebelles soudanais du Darfour présents dans la région tchadienne du Ouaddaï, frontalière avec le Soudan.

Le « Plus jamais ça » semble donc valoir pour la communauté internationale pour une partie seulement des victimes du génocide au Darfour : les 214 000 *Darfouriens* qui ont trouvé refuge au Tchad et en Centrafrique...

---

<sup>1</sup> - Source : Union des Forces pour la Démocratie et le Développement (UFDD).

# La dernière défiance de Khartoum envers l'ONU :

## *le renvoi de Jan Pronk*

Au Darfour, le génocide se poursuit au rythme effroyable de **300 morts par jour**. L'envoi des Casques bleus doit y mettre un terme. Pour ce faire, en vertu de la résolution 1706 du 31 août 2006, les Nations Unies s'efforcent toujours d'obtenir le consentement de Khartoum.

Pourtant, le renvoi par Khartoum de Jan Pronk, l'émissaire spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Soudan, démontre que ces négociations ne sont qu'un leurre.

Khartoum accusait Jan Pronk d'avoir outrepassé son mandat au travers de ses écrits du 14 octobre 2006 diffusés sur son Blog. Jan Pronk dressait un simple constat : l'armée soudanaise a perdu deux importants combats contre les rebelles et *«les pertes semblent très lourdes, des informations font état de centaine de victimes dans chacune des batailles, de nombreux soldats blessés et de nombreux autres faits prisonniers»*. D'autre part, il y affirmait que *«le recours à des milices liées aux Janjawids, rappelle les événements de 2003 et 2004, période du conflit à laquelle les attaques systématiques de miliciens soutenues ou du moins autorisées par les forces armées soudanaises ont conduit à des crimes atroces»*.

Pour refuser de consentir à l'application de la résolution 1706, Khartoum affirme que les troupes de l'armée gouvernementale qui se livrent à de nombreuses exactions sont là pour faire régner la paix. S'il n'y avait pas tant de vies en jeu, on pourrait sourire face à ce type d'argumentation.

Les organisations humanitaires témoignent que pour rétablir la paix au Darfour, Khartoum bombarde des villages et les populations civiles qui s'y trouvent.

**Jan Pronk s'est fait l'écho de ces crimes de guerre et a annoncé qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise.**

En effet, la junte de Khartoum ne saurait être l'élément stabilisateur de la

région alors qu'elle est à la source de la déstabilisation régionale. En contrepartie, l'armée soudanaise a accusé Jan Pronk d'avoir *«lancé une guerre psychologique contre l'armée soudanaise en disséminant des informations malavisées qui jettent le doute sur la capacité des forces armées à maintenir la sécurité et défendre la nation»*.

Le 22 octobre 2006, le gouvernement soudanais a ainsi contraint Jan Pronk à quitter le pays en déclarant, dans une lettre du Ministre des affaires étrangères adressée à Kofi Annan, que sa mission était terminée. Le 23 octobre, ce dernier a donc été contraint de demander à Jan Pronk de rentrer pour rendre compte de sa mission.

Kofi Annan a malgré tout rappelé au Président soudanais, Omar El-Baschir, que lui seul *«était habilité à décider du mandat de ses représentants spéciaux»*. Néanmoins, il a considéré qu'à ce moment des négociations, il fallait garder une bonne relation de travail avec le gouvernement soudanais.

Si Kofi Annan avait finalement pu maintenir Jan Pronk dans ses fonctions jusqu'à la fin de son contrat, le 31 décembre 2006 ; le Ministère soudanais des affaires étrangères avait annoncé que : Jan Pronk *«ne sera pas autorisé à rencontrer des responsables soudanais ou des visiteurs, à tenir une conférence de presse ou sortir de la capitale»*.

**Ainsi, Khartoum ne tolère aucune entrave à la propagation de son message négationniste sur la situation au Darfour même de la part d'un émissaire investi de l'autorité morale de l'ONU.**

Gageons que le nouvel émissaire de l'ONU, Jan Eliasson pourra fournir rapidement à la Communauté internationale une vision réelle de la situation militaire et humanitaire actuelle.

# ILS MEURENT EN SILENCE !

## ***Bientôt le déploiement de Casques bleus ?***

Les autorités soudanaises continuent à tergiverser sur le déploiement d'une force internationale au Darfour ; elles semblent toutefois revenir sur fin de non-recevoir opposée jusqu'ici aux projets de l'ONU.

Le régime de Khartoum pourrait accepter le déploiement de Casques bleus non africains au Darfour si la mobilisation de la part des pays du continent s'avérait insuffisante. Moustafa Osman Ismaïl, conseiller du chef de l'Etat, a déclaré à l'agence Reuters que des Casques bleus pourraient être déployés au Darfour.

Nouvel espoir de paix ou dernière tentative d'un régime d'éviter une intervention internationale ? Les prochains jours répondront à cette question.

## ***Ban Ki-moon s'engage pour le Darfour :***

Le nouveau secrétaire général, Ban Ki-moon, a prononcé lundi 8 janvier 2007 son premier discours devant les membres du Conseil de sécurité. Il a fait savoir que les priorités de son mandat à la tête des Nations Unies seront la crise au Darfour, celle au Proche-Orient ainsi que la non-prolifération des armes nucléaires. M. Ban a indiqué qu'il oeuvrera dans les prochaines semaines à obtenir un engagement de la communauté internationale, notamment du Soudan, pour régler la crise au Darfour.

## ***Revirement d'HASSAN AL-TOURABI***

Ancien mentor du régime du président soudanais Omar al-Béehir, **le pape noir du terrorisme soutient désormais les rebelles du Darfour et accepte la présence de Casques bleus au Darfour.**

Selon Hassan al-Tourabi, *«le nombre de morts est si élevé au Darfour, (qu'il) s'agit d'un génocide de facto».*

S'il défend aujourd'hui la cause du Mouvement Justice et Égalité (JEM) -un groupe rebelle d'obédience islamique- et la section de l'Armée de libération du Soudan (SLA) dirigée par Abdelwahid an-Nour, les deux brigades armées hostiles à l'accord de paix du Darfour ; il convient de ne pas oublier qu'il a fait d'Omar al-Béehir le président du Soudan.

Monsieur Tourabi dirige aujourd'hui le parti d'opposition le Congrès populaire et rêve de renverser le régime et de revenir au pouvoir. Le problème est que son idéologie islamiste semble ne pas avoir changé, alors ce revirement montre seulement la faiblesse du régime actuel.

**Le seul véritable espoir pour les Darfouriens réside dans un changement de régime, suivi d'un processus politique libre.** Rappelons que depuis l'indépendance, le Soudan n'a connu la Démocratie que 3 jours.



# Il faut sauver le Darfour

## TEMOIGNAGE :

« Bonjour,

*Je vous écris parce que cela fait près de trois heures que je "navigue" sur votre Site, et par tout ce qui est dit, expliqué, j'ai appris énormément de choses sur ce qui se passait au Darfour (même si j'avais connaissance du Génocide, parce que je pense que c'est un génocide comme vous).*

*Et en "apprenant" tout ça, j'ai été à chaque phrase, chaque mot un peu plus horrifié par ce qu'il se passait, j'avais même envie de pleurer en lisant ça, et en m'imaginant le dixième de ce que ces Hommes, Femmes, et Enfants pouvaient subir.*

*J'ai été très touchée par les témoignages, même perturbée. Et je pense que vous avez réussi ce que vous vouliez, vous avez su faire monter en moi ce sentiment d'injustice, et de révoltes. (...)*

*J'ai vraiment très envie (...) de me rendre utile et d'aider du mieux que je le peux même si c'est jamais assez ces personnes victimes de l'indifférence du monde ».*

**Isabelle B.,  
Albigny sur Saone.**

Selon l'UNICEF, plus de **80 enfants par jour meurent au Darfour** en raison de problèmes de santé.



Comité de rédaction :

**Benjamin Altmann,  
Ygaël Attali,  
Vincent B, Mahor  
Chiche, Aymeric  
Duvoisin, Serge  
Farnel, Vanessa  
Clément, Marie Le  
Bail, Elisa T,  
Amadou Zongo.**

## *Sauver Le Darfour a rencontré Loretta Sanchez*



Ce mardi 2 janvier 2006, l'association Sauver Le Darfour, SLD a rencontré Madame Loretta Sanchez, Député de Californie (<http://www.lorettasanchez.house.gov>). Après s'être rendue au Tchad et à Djibouti, Madame Sanchez a souhaité prendre connaissance des propositions de l'association européenne *Sauver Le Darfour, SLD*.

Le thème principal de la rencontre fut la situation humanitaire au Darfour et les moyens d'action pour sortir de l'impasse diplomatique actuelle.

L'association *Sauver Le Darfour, SLD* estime que **l'ONU, immobilisée par les veto de la Chine et de la Russie, et l'Union africaine, cantonnée au rôle de simple observateur, n'ont pas été en mesure d'empêcher le nettoyage ethnique au Darfour.**

Par conséquent, seule une coalition énergique des démocraties permettra de libérer les populations du Soudan, la fin du génocide, et l'espoir d'une Paix durable dans la région.

L'association Sauver Le Darfour (SLD) - association européenne de défense des populations civiles du Darfour qui a interpellé l'ensemble des candidats à la Présidentielle française sur la situation au Darfour (*Libération* des 3 et 4 août 2006) – a réitéré, solennellement, après la désignation de Madame Ségolène Royal par le parti socialiste, et la candidature de Monsieur Nicolas Sarkozy, son appel à l'engagement des candidats à la Présidentielle pour le Darfour.

Au nom de la responsabilité de protéger qui incombe à la communauté internationale, l'association *Sauver Le Darfour, SLD* ([www.sauverledarfour.org](http://www.sauverledarfour.org)) exhorte la France à prendre l'initiative du règlement de la crise.

Depuis 2003, le génocide organisé par le gouvernement de Khartoum et ses milices Janjawids a déjà fait plus de 300 000 morts, 3 millions de déplacés, et privé 500 000 personnes de l'aide internationale.

### *Les photos de la rencontre :*



*Mahor Chiche, Président de SLD  
Mme Loretta Sanchez, Député de Californie*



*Karl Hofmann, Chargé d'Affaires des Etats Unis d'Amérique  
Mahor Chiche, Président de SLD  
Mme Loretta Sanchez, Député de Californie*

## **Pourquoi un tel silence des médias sur le conflit au Darfour ?**, vendredi 5 janvier 2007, par Colombe Schneck, France Inter.



**Pourquoi les Français se sont-ils enflammés pour le tsunami et oublient la guerre au Darfour ?** Un génocide selon l'ONU, 300.000 morts, 3 millions de personnes déplacées depuis le début du conflit en avril 2003, sur ce territoire Soudanais qui compte 6 millions d'habitants. Comment une guerre devient-elle médiatique ou non ? Quels sont les critères qui font qu'un mort devient une information ou non ?

- La chronique, **Bruno ROGER PETIT** : *« En France, les victimes du Darfour sont aussi victimes de la loi de "proximité", c'est-à-dire la loi d'airain du journalisme qui veut qu'une information n'est censée intéresser le lecteur ou le spectateur que si elle lui est proche ... »*

- **Thierry THUILLIER**, Chef du service Etranger de France 2

*« Les journalistes français n'ont pas délaissé le génocide du Darfour, ce sont les conditions de travail au Darfour qui sont extrêmement difficiles : pas moyen d'obtenir des visas, et depuis 2004 il est devenu quasi impossible d'y aller de manière clandestine ».*

- **Mahor CHICHE**, Président de l'Association "Sauver Le Darfour, SLD"

*« C'est vrai que la difficulté du travail des journalistes à Karthoum et au Darfour est réelle, que le gouvernement Soudanais organise la censure, mais les médias ne couvrent pas non plus les événements qu'organisent en France les différentes association de défense du Darfour ... ».*

- **Catherine SIMON**, Journaliste au Monde

- Programmation musicale : **Charlotte GAINSBOURG** : 5:55

**L'émission a porté ses fruits : en deux jours deux reportages sur le Tchad et le Darfour ont été diffusés : l'un sur Arte, le second sur France 2 le dimanche 7 janvier 2007.**

*Retrouvez l'intégralité de l'émission sur le Site de France Inter.*

## Journal de la campagne Sauver Le Darfour

La campagne de Sauver Le Darfour reçoit un accueil formidable ; plusieurs journaux grands publics ont repris ces visuels, et de nombreux élus locaux ont signé l'Appel. Du 25 janvier au 1<sup>er</sup> mars plus de 20 débats publics seront organisés dans toute la France.

La presse écrite et de nombreuses radios ont relayé le message de l'association :



Sauver Le Darfour, SLD 10 rue Saint Claude 75003 Paris - 01 48 04 08 66 - [www.sauverledarfour.org](http://www.sauverledarfour.org)

### **REMERCIEMENTS**

*Sauver Le Darfour, SLD remercie chaleureusement le groupe Publicis et en particulier Dominique C, pour leur investissement dans la cause du Darfour.*

### **Spécial Forum SLD**

Retrouvez toutes les informations, toutes les initiatives locales sur le FORUM de Sauver Le Darfour, SLD.

<http://www.sauverledarfour.org>

***Pour que notre association continue son travail de mobilisation en France et en Europe faites un geste***

***devenez membre de SLD pour 20 Euros, ou faites un don envoyez vos chèques à Sauver le Darfour : 10 rue Saint Claude 75003 Paris***

***<http://www.sauverledarfour.org>  
[contact@sauverledarfour.org](mailto:contact@sauverledarfour.org)***

## La Fédération Sauver Le Darfour, SLD 94

**SLD**  
**MEETING SAUVER LE DARFOUR**  
**A CRETEIL**

**Jeudi 25 janvier à partir de 20h**

Vous êtes tous conviés à cette soirée  
pour soutenir le Darfour

En silence, tout comme il y a  
douze ans au Rwanda, se  
déroule le premier GENOCIDE  
du 21ème siècle dans une  
région de l'Ouest du Soudan, le  
Darfour.

Depuis l'hiver 2003,  
400 000 hommes, femmes et  
enfants  
y sont morts



**Centre social Kennedy, 36 Boulevard J.F Kennedy  
94000 Créteil**

Depuis que j'ai entendu parler de la situation du Darfour j'ai voulu me mobiliser, mais une question se pose souvent, peut-on réellement faire quelque chose ? C'est vrai que le doute revient souvent... Pourtant l'exemple des Etats-Unis prouve bien qu'une mobilisation citoyenne d'une certaine ampleur est une pression énorme pour les membres du gouvernement. Rappelons que **Save Darfur Amérique a réussi ce rôle de mobilisation** puisqu'en septembre 2004 l'administration Bush a affirmé « *un génocide a eu lieu et pourrait encore se poursuivre au Darfour* ».

Depuis de nombreux hauts responsables américains ont pris position en faveur d'une intervention onusienne : le Président américain Georges W. Bush, Colin Powell, Condoleeza

Rice, Hillary Clinton, John Kerry, ou encore Mme Madeleine Albright... et surtout le Congrès américain à l'unanimité. En Février 2006, George Bush s'est même prononcé pour un rôle de l'OTAN au Darfour, cela n'aurait certainement pas eu lieu sans *Save Darfur* qui a les mêmes actions que *Sauver Le Darfour* en France.

**C'est vrai que le mot GENOCIDE a eu un certain impact sur ma décision d'agir**, il est évident que dans la mémoire collective lorsque nous pensons génocide nous voyons des corps squelettiques, **des hommes des femmes et de enfants condamnés pour une seule et unique raison, leur origine.** Le fameux "*Plus jamais ça*" répété à chaque fin de génocide ne doit plus être une formule vaine destinée à la rhétorique de certains intellectuels, il faut que nous l'appliquons enfin ! En effet, ne rien faire aujourd'hui signifierait que l'on abandonne d'abord des centaines de milliers de personnes à leur sort ; mais cela signifierait surtout qu'un crime tel qu'un génocide peut être perpétré dans un coin du globe comme l'Afrique sans que la communauté internationale ne réagisse. C'est impensable, c'est inacceptable !

**Agir aujourd'hui c'est donc appliquer le « Plus jamais ça ».** Ne fermons pas nos yeux, car les fermer aujourd'hui c'est d'une certaine manière une complicité intolérable avec les massacres, les viols et toutes les atrocités commises au Soudan et plus particulièrement au Darfour.

Créer un comité en France c'est participer à ce mouvement que nous allons créer, à cette mobilisation populaire qui obligera enfin nos politiques à agir réellement pour arrêter les massacres.

**Ygael Attali,  
Président de la Fédération Sauver Le Darfour, SLD 94**

## Il est encore temps d'agir pour sauver les populations du Darfour

« *Seule une coalition énergique des démocraties occidentales permettra de libérer les populations du Soudan* ».

Par Michaël Chetrit et Mahor Chiche \*



Après huit années à la tête des Nations Unies et à la veille de son départ, Kofi Annan a eu ces mots durs en évoquant le Darfour : « *soixante ans après la libération des camps de la mort nazis, trente ans après le Cambodge, la promesse du “jamais plus” sonne creux* », avant de préciser, en visant le régime de Khartoum : « *Ils pourront avoir à répondre collectivement et individuellement pour ce qui est en train de se passer au Darfour* ».

La régularité calculée des sévices commis par les milices Janjawids, issues des tribus musulmanes « arabes », alliées du régime islamiste de Khartoum, à l'encontre des tribus musulmanes « africaines » contestataires de l'ouest du Soudan, a déjà provoqué une épuration ethnique qui a causé plus de 300 000 morts et 3 millions de déplacés.

L'ONU a déjà voté six résolutions et qualifié les actes du régime soudanais de « *crimes de guerre et de crimes contre l'humanité* ». Cependant, les efforts des Nations Unies pour obtenir l'accord de Khartoum pour le déploiement de 17 000 Casques bleus en remplacement des 7 000 soldats de l'Union africaine demeurent vains. La situation est bloquée, et l'ONU ne pourra intervenir, car la Russie et surtout la Chine, partenaires économiques privilégiés du Soudan, sont opposées à toute intervention militaire de l'ONU.

Pour sortir la région de la crise, il faut comprendre la véritable nature du régime soudanais. Depuis dix-sept ans, la junte de Khartoum, issue d'un coup d'État en 1989 alors qu'elle ne recueillait que 10 % des voix aux élections sous la bannière des Frères musulmans, a attisé toutes les divisions, religieuses puis ethniques, pour

écarter tour à tour les revendications des populations des régions périphériques délaissées du Soudan, qui réclamaient leur part des richesses du pays, et en particulier des dividendes de la manne pétrolière.

Dès son accession au pouvoir, la dictature en poste à Khartoum a d'abord brandi le *Djihad* pour intensifier la guerre contre le Sud Soudan, animiste et chrétien, qui s'était révolté en 1983 suite à l'introduction de la charia et la suppression d'un statut d'autonomie obtenu par les armes en 1972 ; en jeu, les importants gisements de pétrole qui venaient d'être découverts dans le Sud. Cette première guerre causera près de 2 millions de morts en vingt ans.

Un accord de Paix – factice – sera finalement signé en janvier 2005 avec le Sud-Soudan, censé organiser un partage des richesses et du pouvoir, et en 2010 un référendum sur l'autodétermination.

Mais en 2003, les populations du Darfour qui avaient elles-mêmes été largement réquisitionnées dans la guerre contre le Sud, pressentant l'accord avantageux que Khartoum s'apprêtait à conclure sous la pression de la communauté internationale avec le Sud-Soudan, s'insurgèrent. Khartoum arma alors les nomades arabisés contre les cultivateurs noirs, en exploitant non seulement les dissensions pour le contrôle des terres – apparues entre nomades et cultivateurs suite aux terribles sécheresses des années 70 et 80 –, mais également le racisme antinoir.

Le dénigrement dont sont victimes les ethnies africaines de la part des tribus arabisées est à replacer dans le contexte historique de la traite des Noirs

transsaharienne menée par les Arabes depuis le X<sup>ème</sup> siècle. Cette traite a réduit au moins huit millions d'Africains en esclavage.

Surtout, ces clivages ethniques ont été dangereusement exacerbés par le régime libyen à partir du milieu des années 70, avec l'objectif de prendre le contrôle du Tchad et du Soudan. La Libye avait en effet choisi le Darfour comme base arrière de sa Légion islamique, milice issue des tribus nomades soudanaises et tchadiennes, en poursuivant un projet de « Grand Sahel Panarabe ». À partir de 1985, en échange du financement de la guerre contre le Sud-Soudan, Khartoum laissa même la Libye s'installer au Darfour pour lui permettre d'attaquer le Tchad.

Pour arrêter l'épuration ethnique au Darfour, il n'y a plus d'autre voie que d'écarter le régime islamiste soudanais du pouvoir. Pour cela, il n'est ni envisageable de recourir à l'ONU, immobilisée par un double veto, ni pensable de continuer de se reposer sur la seule Union africaine, cantonnée au mieux à un rôle d'observateur. L'Union africaine, qui n'a jamais osé froisser Khartoum, ni condamner les massacres, est sous l'étroite dépendance des pays africains de la Ligue arabe.

Pourtant, la convention internationale sur la prévention des crimes de génocide de 1948 engage nos démocraties à empêcher tout État d'infliger « délibérément à un groupe des conditions de vie calculées pour amener sa destruction en totalité ou en partie ».

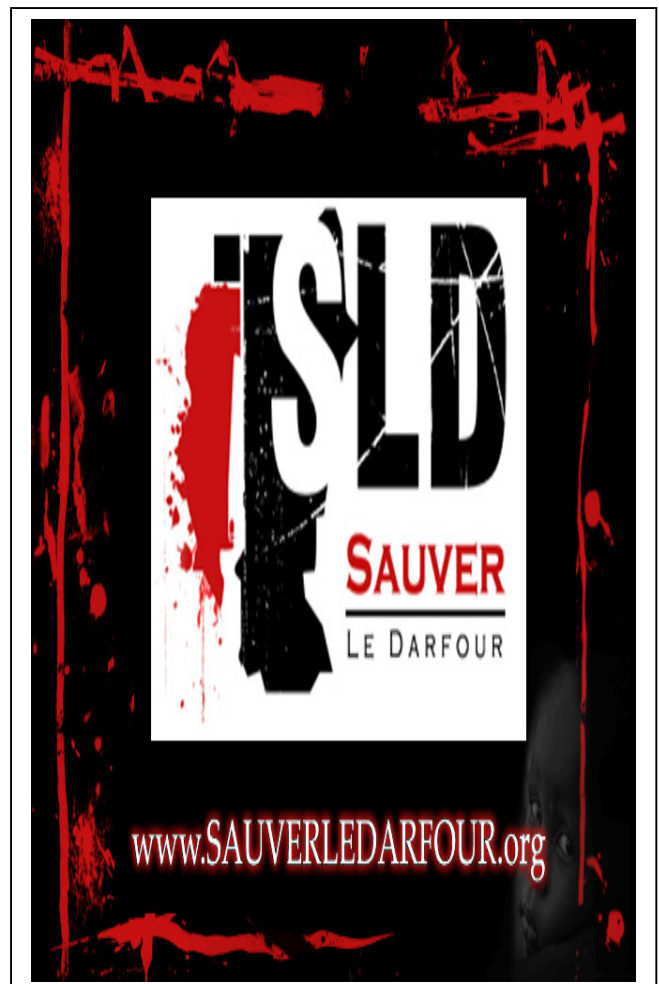
Aujourd'hui, le régime de Khartoum est honni de la très grande majorité de sa population, qu'il s'agisse des Africains ou des Arabes eux-mêmes. L'étroite classe dirigeante rebute à tel point qu'en juillet 2005, l'arrivée du leader sudiste John Garang au poste de vice premier ministre en application des accords de paix avec le

Sud, avait été acclamée dans les rues de Khartoum.

John Garang, mort dans un accident d'hélicoptère dans le mois qui a suivi son installation, luttait pour un nouveau Soudan, laïc, démocratique, et égalitaire.

Il est temps de mettre fin à la dictature meurtrière de Khartoum. Il n'est possible de compter ni sur l'ONU, ni sur l'Union africaine. Seule une coalition énergique de nos démocraties permettra de libérer les populations du Soudan.

\* Respectivement secrétaire national et président de l'association *Sauver le Darfour* (SLD) [www.sauverledarfour.org](http://www.sauverledarfour.org)<sup>2</sup>



<sup>2</sup> - « Il est encore temps d'agir pour sauver les populations du Darfour », *Le Figaro*, vendredi 22 décembre 2006.

# AGENDA

L'association *Sauver Le Darfour*, SLD crée des comités sur toute la France, rejoignez ou créer un comité en envoyant un mail à

[comite@sauverledarfour.org](mailto:comite@sauverledarfour.org)

*Plusieurs initiatives sont prévues en région parisienne et en province*

- De nombreux débats d'information en milieu scolaire
- Des réunions publiques

## **INITIATIVES A VENIR :**

- Le 25 janvier 2007 : à 20h00 à **Créteil** au Centre social Kennedy 36 boulevard J.F Kennedy 94000. Métro : Creteil-Prefecture (ligne 8). Bus : J.F.Kennedy ligne 117.

- Le mercredi 7 février 2007: à 16h30 à l'Université de **Sceaux**.

- Le jeudi 15 février 2007 : à **Choisy**.

- Le jeudi 22 février 2007 : Débat dans un établissement scolaire à **Colmar**.

- Le 1<sup>er</sup> mars 2007 : à 20h00 au Gymnase de l'Ecole élémentaire ESCUDIER, 24/28 rue Fessart, **Boulogne Billancourt**.

- Les Mercredi 14 et Jeudi 15 Mars 2007 : de 11h00 à 17h30, à l'**Université Dauphine**, 150 rue de Longchamp, 75116 Paris.

## **Et Bientôt des initiatives à :**

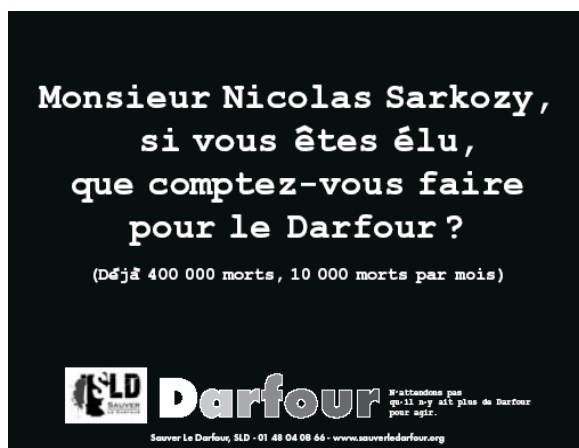
**Auxerre, Bordeaux, Creil, Drancy, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Paris, Saint Brice, Toulouse...**



## Mobilisation des décideurs politiques français

En pleine période d'élaboration programmatique et de désignation de candidats à la plus haute fonction de notre pays, l'association *Sauver Le Darfour*, SLD demande à l'ensemble des candidats :

### **Si vous êtes élu(e)s que comptez-vous faire pour le Darfour ?**



*A travers l'interpellation de Madame Ségolène Royal et de Monsieur Nicolas Sarkozy c'est bien l'ensemble de la classe politique qui est interrogée sur son programme d'action pour le Darfour et la démocratisation du Soudan.*

Face à l'ampleur du premier génocide du XXI<sup>ème</sup> siècle, l'association ***Sauver Le Darfour, SLD*** invite l'ensemble des candidats à proposer : **que la France prenne l'initiative du vote d'une résolution de l'ONU organisant le déploiement d'une force de protection des civils du Darfour.**

Cette force d'interposition aidera à la paix ainsi qu'à la stabilité du Soudan et de la région.

*Sauver Le Darfour* invite également l'ensemble des citoyens à **créer des comités locaux pour le Darfour** afin de mettre au cœur du débat sur les questions internationales : le conflit du Darfour.

### **Les réponses :**

**\* Décembre 2006 : André Santini** (député-Maire, UDF) **et le Parti Radical de Gauche ont accepté de soutenir l'Appel de l'association *Sauver Le Darfour, SLD*.**

De nombreux élus locaux et citoyens ont d'ors et déjà décidé de se joindre à *Sauver Le Darfour, SLD*.

L'association *Sauver Le Darfour* s'engage à continuer tout au long de la campagne présidentielle à demander aux candidats de soutenir notre résolution pour arrêter les massacres au Darfour.

**Retrouvez le Chat du Président de *Sauver Le Darfour, SLD* sur :**  
**<http://www.20minutes.fr> et <http://www.sauverledarfour.org>**